Le fonctionnement des académies équestres et haras septentrionaux au XVIII^e siècle à partir d'un patrimoine archivistique national et régional

Amandine Jelen

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/insitu/9729>

DOI : 10.4000/insitu.9729

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la culture

Référence électronique

Amandine Jelen, « Le fonctionnement des académies équestres et haras septentrionaux au XVIII^e siècle à partir d'un patrimoine archivistique national et régional », *In Situ* [En ligne], 18 | 2012, mis en ligne le 31 juillet 2012, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/9729> ; DOI : 10.4000/insitu.9729

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Le fonctionnement des académies équestres et haras septentrionaux au XVIII^e siècle à partir d'un patrimoine archivistique national et régional

Amandine Jelen

Introduction

- 1 Les établissements équestres du XVIII^e siècle situés dans les provinces septentrionales du royaume de France, tels que les académies « à monter à cheval à la noblesse » de Lille et Arras et les haras de Flandre Wallonne (espace autour des villes de Lille, Douai et Orchies) et d'Artois, ont laissé un patrimoine écrit d'un grand intérêt¹. Ces provinces ont été rattachées tardivement à la couronne française, l'Artois en 1659 par le traité des Pyrénées et les Flandres en 1668 (traité d'Aix-la-Chapelle). Restées « Pays d'États », elles ont conservé la capacité de s'administrer, notamment financièrement, par l'intermédiaire de représentants des trois ordres réunis en assemblées.
- 2 L'académie nobiliaire de Lille est ouverte en 1682, soit quatorze ans après la conquête française, et définitivement fermée en 1775. Elle a eu à sa tête trois « écuyers académistes » : Jean Henry Muller de Gleiberg (1682-1729), son fils Augustin (1729-1751) et Jacques Clouet de Serville (1751-1775). L'académie équestre arrageoise n'a connu qu'un maître-écuyer, Pierre-Joseph Hool qui a probablement exercé entre 1753 et 1758.
- 3 La volonté d'encadrer l'élevage équin en Flandre Wallonne date de 1720. Les premiers étalons officiels arrivent dans la province en 1724. Basés hors période d'étalonnage à Halluin (ville située au nord de Lille, à proximité de la frontière belge actuelle), ils arrivent à Lille en 1756 dans les écuries aménagées dans le magasin aux blés des États. L'Artois accuse un retard d'environ cinquante ans sur la Flandre voisine puisque l'idée d'amélioration et d'encadrement de la race équine n'y date que de 1767.

- 4 Ces quatre établissements ne sont plus visibles actuellement dans l'espace urbain, détruits au milieu du XVIII^e siècle (c'est le cas du premier manège de Lille qui est déplacé des remparts de la Madeleine au lieu dit « le petit Paradis », sur l'esplanade, à proximité de la citadelle) ou au cours du XX^e siècle. Il est donc nécessaire de se tourner vers les fonds archivistiques nationaux, départementaux et municipaux, afin d'appréhender les pratiques équestres dans ces deux provinces du nord.

Un patrimoine équestre archivistique dans les provinces septentrionales

Des écrits dispersés

- 5 Les académies équestres de Lille et Arras ainsi que l'élevage équin dans les provinces de Flandre Wallonne et d'Artois ont peu retenu l'attention des historiens locaux. Pourtant, les archives départementales du Nord et du Pas-de-Calais ainsi que les archives municipales de Lille et Arras possèdent des fonds consacrés à ces pratiques équestres.
- 6 En se livrant à quelques comptages, on remarque que l'académie équestre de Lille a laissé 136 pièces archivistiques réparties comme s'en suit : 34 documents dans deux dossiers (ou cotes) aux Archives nationales, 30 documents dans 10 dossiers aux archives départementales du Nord et 74 documents disséminés dans 18 dossiers aux archives municipales de Lille. De l'académie équestre arrageoise, il ne reste que cinq documents aux Archives nationales et deux aux archives municipales d'Arras. Les sources archivistiques liées au fonctionnement du haras de Flandre Wallonne sont conservées aux archives départementales du Nord soit, 257 pièces dans 23 dossiers. Ce ne sont que 4 pièces réparties dans 4 registres aux archives départementales du Pas-de-Calais qui permettent de connaître le haras des États d'Artois. L'inégalité du corpus entre la Flandre et l'Artois est liée à la durée d'existence moindre des établissements de cette dernière province et surtout à la destruction des archives artésiennes en 1915, notamment de la quasi totalité de la série C de l'Intendance.
- 7 Le patrimoine archivistique des académies équestres est disséminé dans les fonds des différentes institutions avec lesquelles les maîtres-écuyers ou « écuyers académistes », qui les dirigeaient, ont été en contact. Consulter les papiers du Grand Écuyer de France aux Archives nationales permet essentiellement de prendre connaissance de l'identité des différents « écuyers académistes » qui se sont succédé au sein d'une académie, les académies équestres du royaume de France étant placées sous autorité royale par l'intermédiaire de ce grand personnage².
- 8 L'existence des académies équestres dans ces provinces est liée au bon vouloir des autorités locales. Les maîtres-écuyers de Lille ont été amenés à solliciter le Gouverneur, l'Intendant³, les États de Flandre Wallonne⁴ et le Magistrat⁵. Il en est de même à Arras, où Pierre-Joseph Hool a sollicité le corps municipal⁶. S'intéresser aux actes de catholicité et documents notariés permet de mieux connaître ces directeurs d'académie et enseignants, d'appréhender leur formation, leur vie familiale et leur environnement.
- 9 Le patrimoine écrit laissé par les haras des États de Flandre Wallonne et d'Artois est conservé aux archives départementales dans les fonds de l'Intendance et dans les registres des États. Ces haras sont mis en place, gérés et financés par l'assemblée des États. Le haras de Lille a laissé de nombreux documents répartis dans les registres des

États de Flandre Wallonne⁷ et dans les feuilles de l'Intendance⁸. Du haras d'Arras, il n'a été conservé que quelques délibérations consignées dans les registres des États d'Artois⁹.

Essai de typologie des sources

- 10 En dressant une typologie de ces sources, on constate que l'essentiel du patrimoine archivistique laissé par les académies équestres est composé de correspondance avec le Grand Écuyer de France, avec les pouvoirs municipaux et provinciaux (Intendant, députés des États, gouverneur de la province) ainsi que de correspondances entre ces différentes autorités à propos de l'académie sans que les « écuyers académistes » y prennent part. Pour l'académie de Lille, il est possible de connaître le fonctionnement interne de l'établissement.
- 11 Une partie du patrimoine écrit est lié au caractère royal de ces établissements équestres. Les requêtes adressées au Grand Écuyer de France par les « écuyers académistes » désireux que leur académie devienne royale, sont conservées dans les papiers du Grand Écuyer aux Archives nationales. Elles sont accompagnées des lettres de recommandation des députés des États et des corps municipaux. Le Grand Écuyer délivre ensuite ses lettres de provisions. Ces lettres originales sont conservées dans les papiers du Grand Écuyer et dans ceux de l'Intendant. Elles sont recopiées dans les registres de résolutions du Magistrat.
- 12 Ces écuyers ont également adressé des requêtes aux pouvoirs locaux et principalement à la ville, qui est la première autorité à avoir autorisé l'ouverture de l'académie équestre. On ne trouve pas les lettres originales qui permettraient de connaître les capacités d'écriture plus ou moins aisées de ces écuyers. Ces demandes ont été recopiées dans les registres de résolutions et délibérations du Magistrat. La décision du corps municipal est indiquée en dessous de la mention « apostille »¹⁰. Les archives départementales du Nord conservent des correspondances entre le Magistrat, l'Intendant Caumartin, le prince de Soubise gouverneur de la province et le service du Grand Écuyer de France. Ces correspondances, révélatrices de conflits d'autorité, ont animé ces différentes institutions à propos du manège de l'académie de Lille et de la question de son utilisation exclusive pour les activités de l'académie dans les années 1760. Ces mêmes autorités ont été amenées à correspondre pendant deux mois (décembre 1775 et janvier 1776) à la mort du troisième écuyer de Lille, à propos de la fermeture de l'académie et de son inutilité.
- 13 Grâce aux archives, il est possible de pénétrer au sein de l'académie équestre de Lille. Un mémoire conservé aux archives départementales du Nord et aux archives municipales de Lille indique le coût et l'organisation de l'enseignement en 1752. Les Archives nationales conservent deux listes d'élèves de l'académie lilloise. La première récapitule le nom des 28 pensionnaires et 62 externes qui l'ont fréquentée entre 1752 et 1766¹¹. La seconde fait état des académistes de l'année 1766¹². Il est possible de compléter l'étude du fonctionnement interne de cette institution en s'intéressant aux écuyers académistes par le biais des papiers de famille. Les Archives municipales de Lille conservent les actes de catholicité et les archives départementales du Nord les documents notariés, notamment l'acte de mariage et le testament de Augustin Muller de Gleiberg¹³, ainsi que l'inventaire après décès de Jacques Clouet de Serville¹⁴.
- 14 Les sources laissées par le haras de Flandre Wallonne sont variées. On y trouve des correspondances, des comptabilités, des règlements manuscrits et imprimés, des documents liés au système d'étalonnage ainsi que des plans des écuries.

- 15 Aux archives départementales du Nord, on dispose de correspondances et comptes rendus de dépenses liées à l'achat d'étalons dans le royaume de France et surtout à l'étranger. Ces documents concernent essentiellement les années 1724 à 1738. On connaît ainsi le type d'étalon demandé par les députés des États de Flandre Wallonne, leur coût à l'achat, les itinéraires empruntés par le responsable du haras. Les comptes mentionnent chaque ville de passage, d'arrêt pour une ou plusieurs nuits, les paiements de taxes (barrières). Les lettres échangées permettent également de connaître les intermédiaires rencontrés à l'étranger.
- 16 Les archives départementales du Nord conservent tous les bilans comptables annuels rédigés par le responsable des étalons de 1724 à 1756. Chaque bilan manuscrit indique en premier lieu les recettes, qui sont majoritairement les sommes versées par les États de Flandre Wallonne pour assurer le fonctionnement du haras. Le responsable des étalons note ensuite toutes les dépenses entraînées par l'achat des étalons, leur alimentation, les soins, l'achat du matériel nécessaire (filets, licols, couvertures...) ainsi que le salaire du personnel.
- 17 Pendant la période d'étalonnage, les étalons officiels sont répartis dans la province. Ces distributions étaient annoncées par des affiches imprimées dont les papiers de l'Intendance conservent 32 exemplaires pour une période de 1725 à 1775. On dispose de toutes ces affiches pour les années 1750 à 1762. Elles listent les localités dans lesquelles le haras de Flandre Wallonne stationne un étalon pour la période d'étalonnage. Elles détaillent chaque étalon (leur nom ne commence à être indiqué que dans le dernier tiers du XVIII^e siècle) : robe, taille (en pieds ou en paumes), nom du garçon-conducteur et nom du fermier-logeur. Certaines mentionnent en préambule le règlement de l'étalonnage.
- 18 On dispose également de 81 revues des étalons rédigées par l'inspecteur des étalons entre 1752 et 1770. Réalisées tous les mois selon les règlements du haras, il nous en est parvenu entre 3 et 8 par année. Chaque revue est manuscrite. Elle indique le mois, le nom du village où est stationné l'étalon et détaille les caractéristiques de chaque cheval, à savoir sa robe, ses signes distinctifs (par exemple, « *marqué en tête* ») et sa taille. L'inspecteur indique le nom du garçon-conducteur et du fermier-logeur. Et surtout, l'inspecteur des étalons apporte son jugement sur l'état de santé de chaque animal (poids, blessures, maladies). Ces revues permettent de suivre les étalons hors des écuries du haras, de connaître les défauts et maladies auxquels ils sont sujets et le succès ou non des efforts déployés par les maréchaux pour y remédier.

Pratiques équestres académiques à Lille et Arras

Les académies équestres, entre autorité royale et pouvoirs locaux

- 19 L'ouverture de l'académie équestre de Lille au début de l'année 1782 résulte d'une initiative de l'écuyer Jean Henry Muller de Gleiberg, désireux d'ouvrir une académie pour l'éducation de jeunes gentilshommes. Sa requête est favorablement accueillie par la ville qui lui accorde une pension dès le 4 mars 1682¹⁵. Le pouvoir central n'intervient que cinq années plus tard, en février 1687, avec la délivrance d'une lettre de provisions par Louis de Lorraine, Grand Écuyer de France. Il en est de même à Arras, où Pierre-Joseph Hool, installé depuis 1753, fait une demande de reconnaissance royale à la fin de l'année 1755. Cette requête est appuyée par le corps municipal arrageois et les députés des États

d'Artois. L'écuyer est provisionné « écuyer académiste de la province d'Artois » le 20 janvier 1756¹⁶.

- 20 Après 32 ans d'enseignement, Muller de Gleiberg s'adresse directement au Grand Écuyer pour demander, en raison de son âge très avancé, la survivance de la place de maître-écuyer de l'académie de Lille pour son fils Augustin. Il certifie les compétences de son fils, ses bonnes mœurs et surtout son appartenance à la religion catholique, apostolique et romaine. Augustin Muller obtient la survivance et l'association de la charge avec son père le 12 décembre 1716. Malgré cette autorisation royale, la ville ne lui accorde la survivance de la place d'écuyer académiste de Lille que le 22 septembre 1718. Le 9 juillet 1729, Augustin Muller de Gleiberg succède à feu son père. Il semble qu'il n'eut guère de soucis avec les différents pouvoirs et qu'il ne fit appel au Magistrat de Lille et aux États de Flandre Wallonne que pour demander les survivances financières dont jouissait son père. Il meurt le 7 janvier 1751 et la place reste vacante jusqu'en décembre 1751 date à laquelle Charles de Rohan, prince de Soubise, récemment nommé gouverneur général de Flandre Hainaut, fait une proposition.
- 21 S'arrogant les prérogatives du Grand Écuyer de France, le gouverneur propose le 18 décembre 1751 aux États de Flandre Wallonne le rétablissement de l'académie. Il pense d'ailleurs que « *le Grand Écuyer de France n'avait rien à y dire et que cela le regardait seul* »¹⁷. « Solliciteur écouté »¹⁸ le prince de Soubise impose son écuyer, Jacques Clouet de Serville, à la tête de l'académie et le qualifie de « *sujet convenable et en état par ses talents et sa conduite de [...] remettre [l'académie] sur le pied où elle devrait être* »¹⁹. Cette proposition est approuvée le 18 décembre 1751 par les députés des États. Le Magistrat de Lille en est informé, le 11 janvier 1752, par une lettre du gouverneur²⁰. Le Grand Écuyer de France, Louis Charles de Lorraine, délivre ses lettres de provisions le 28 janvier 1752, soit un peu plus d'un mois après l'accord entre les députés et le gouverneur²¹. L'intendant Moreau de Séchelless n'est, lui, qu'informé de la réouverture de l'académie.
- 22 Dépendant des différents pouvoirs pour sa nomination, l'« écuyer académiste » l'est aussi en ce qui concerne les bâtiments de l'académie. Ceux-ci sont le plus souvent la propriété de la ville qui fournit à l'écuyer un manège, des écuries et un logement.
- 23 À Arras, Pierre-Joseph Hool s'adresse aux autorités municipales pour qu'il lui soit « *accordé gratis une partie de terrain dans la basse ville, pour y faire ériger un manege couvert et une écurie* »²². Le 23 juin 1758, le Magistrat d'Arras lui accorde deux espaces à proximité de la citadelle, le long des remparts, face à la rue conduisant à la place de la Basse Ville²³. À Lille, le corps municipal avait autorisé Jean Henry Muller de Gleiberg à utiliser le manège et les écuries du pavillon de la Madeleine, le long des remparts, à côté du couvent des Carmes déchaussés²⁴. À son arrivée à la fin de l'année 1751, Jacques Clouet de Serville demande au Magistrat, par l'intermédiaire de son protecteur le prince de Soubise, la construction de nouvelles écuries et d'un nouveau manège, étant donné l'incommodité de l'ancien²⁵. En février 1752, le prince de Soubise propose la construction de ces bâtiments au fond de l'esplanade. La ville accepte la construction d'un nouveau manège à proximité de la citadelle, son prix ne devant pas excéder 13 000 florins. Les chevaux du manège sont installés rue Destournée (appelée également rue Rompue ou rue du Magasin²⁶) près du magasin aux blés. En 1767, Jacques Clouet de Serville doit de nouveau faire appel au Magistrat puisque les écuries tombent en ruine. La ville n'intervient qu'en 1771 quand les bâtiments sont sur le point de s'écrouler. Elle décide alors de les démolir et de les reconstruire en les réduisant de moitié et en se servant des matériaux de démolition²⁷.

- 24 N'étant que locataire des installations qu'il occupe, le maître-écuyer ne jouit pas toujours d'un usage exclusif. En 1764, le Magistrat de Lille veut autoriser les régiments de cavalerie stationnés dans la ville à utiliser le manège couvert de l'esplanade les jours de pluie et quand l'écuyer ne l'utilise pas. Au mois d'avril, Jacques Clouet de Serville, soucieux de préserver l'existence de son académie, fait part de ses inquiétudes à l'Intendant Caumartin²⁸. Cette affaire dure jusqu'en mai 1765. Les correspondances révèlent que les différents pouvoirs sont intervenus, du Magistrat de Lille au service du Grand Écuyer de France et au secrétaire d'État à la Guerre. Le Magistrat comme le duc de Choiseul mettent en avant le fait que le manège n'est jamais occupé les après-midi ni à aucune heure du jour les mercredis et samedis et que l'écuyer a peu d'élèves. La ville rappelle qu'elle est propriétaire du manège de l'esplanade, dont elle a financé la construction²⁹. Jacques Clouet de Serville se tourne vers le Grand Écuyer, le prince de Lambesc, qui n'intervient auprès du duc de Choiseul qu'en mars 1765 par l'intermédiaire de sa mère, la comtesse de Brionne. Cette dernière affirme que Jacques Clouet de Serville est « écuyer académiste » avec l'agrément du Grand Écuyer de France et que, de ce fait, la ville aurait dû d'abord lui en référer³⁰. Le 30 mars 1765, le Magistrat de Lille adresse une lettre à la comtesse de Brionne qui répond positivement le 20 avril et autorise l'utilisation du manège de l'esplanade par la cavalerie les jours où l'écuyer ne l'occupe pas.
- 25 Les maîtres-écuyers sont également amenés à solliciter ces institutions locales et nationale afin d'obtenir des financements, les rétributions des élèves n'étant pas suffisantes. Pierre-Joseph Hool à Arras reçoit à l'ouverture de l'académie, une pension de 300 livres par an de la part des États d'Artois. En 1756, les autorités municipales d'Arras demandent à l'Intendant de Flandre-Artois, Jean-Louis Moreau de Beaumont, d'accorder « selon son bon plaisir » une pension de 400 livres par an³¹. À Lille, en 1682, Jean-Henry Muller de Gleiberg obtient de la ville une pension³². Le Magistrat lui attribue 300 livres par an entre 1696 et 1729, en dehors de la période hollandaise. Lors de la prise de Lille en 1708 et l'occupation hollandaise qui s'en suit, l'écuyer se trouve dans l'obligation de payer le vingtième, duquel il était jusqu'alors exempt³³. Lorsque Augustin Muller de Gleiberg succède à son père en 1729, il obtient de la ville une pension de 300 livres par an et pareille somme des États. En 1740, la pension des États est doublée. Cette même année, l'écuyer obtient également du Magistrat et des États une augmentation ponctuelle (respectivement 64 florins et 200 livres), afin de payer le fourrage des chevaux et de compenser l'absence d'élèves dans l'académie du fait de « quatre mois d'un froid extraordinaire »³⁴.
- 26 Le traitement fait à Jacques Clouet de Serville est différent. Il reçoit une pension des États de Flandre Wallonne en tant qu'écuyer de l'académie de Lille et inspecteur des étalons du haras des États. De plus, les États lui fournissent huit rations de foin par jour. L'accord de décembre 1751 entre le prince de Soubise et les députés des États de Flandre Wallonne prévoit que ces derniers accordent à l'écuyer une pension de 800 florins par an pour les deux fonctions. Pension qui peut être augmentée de gratifications de 600 florins. Durant l'année 1754, Jacques Clouet de Serville reçoit 1 400 livres des États ainsi que 2 920 rations de fourrage équivalentes à 1 752 livres³⁵. Il bénéficie également d'une pension de 1 000 livres par an du Magistrat de Lille³⁶. Si les pensions de la ville et des États s'élèvent toutes deux à 1 000 livres par an en 1762, dix ans plus tard celle des États est de 1 750 livres³⁷. Dès son arrivée, Jacques Clouet de Serville obtient de l'Intendant une exemption générale et sans limite sur toutes les boissons et denrées ainsi que du vingtième sur la maison qu'il loue. Malgré le soutien de l'Intendant Moreau de Beaumont,

la ville refuse toujours en 1755 de l'exempter de l'impôt du vingtième tant qu'il ne prouve pas sa noblesse³⁸. L'écuyer reçoit les rétributions de ses élèves. Dans l'académie équestre de Lille, en 1752, un pensionnaire paye pour un an environ 3 375 livres, un demi-pensionnaire 1 832 livres et un externe 777 livres. Ce prix comprend, pour le pensionnaire, la rétribution des différents maîtres, le coût de l'enseignement équestre et les courses de têtes et de bagues ainsi que le logement de l'élève et de ses gouverneur, valet et laquais³⁹.

Les maîtres-écuyers, directeurs des académies et enseignants

- 27 Les maîtres-écuyers sont peu connus, d'autant plus que la majorité d'entre eux n'a laissé aucun écrit. On sait peu de choses du maître-écuyer arrageois Pierre-Joseph Hool, sinon qu'il est le fils de Fridolin Hool, lieutenant du régiment suisse⁴⁰.
- 28 Les deux premiers écuyers lillois sont allemands. Jean Henry Muller de Gleiberg (1644 ?-1729) est un ancien officier suisse⁴¹. Il épouse Charlotte Thérèse de Tanmacker ou Talmazer, qui serait danoise⁴² et dont il eut sept enfants. Il semble qu'elle soit sa seconde épouse⁴³. Ils ont eu trois fils, Jean Henri Barthélemy (baptisé le 14 janvier 1692), Augustin (2 mars 1693) et Jean-Baptiste (12 octobre 1695), et quatre filles, Marie Thérèse François (10 octobre 1694), Marie-Philippine (11 février 1697), Marie-Angélique (4 décembre 1697) et Thérèse Joseph (17 décembre 1699). Ils logeaient non loin du manège de l'académie, rue des Célestines dans la paroisse de La Madeleine⁴⁴. Jean Henry Muller de Gleiberg n'a, semble-t-il, pas laissé de traces dans le Tabellion de Lille. Reste qu'à ses dires, sa situation n'est pas luxueuse, ayant « *beaucoup de peine dans la misere ou il se trouve pour vivre* »⁴⁵.
- 29 Augustin Muller (1693-1751) obtient sa survivance au sein de l'académie à vingt-trois ans et lui succède à trente-six ans. Il a été formé par son père puis est entré au service du marquis d'Argenson, en qualité d'écuyer, dans le Hainaut voisin⁴⁶. Il fut également cornette de dragons au Danemark⁴⁷. De son premier mariage avec Anne Jeanne Denise de Lagrange, Augustin Muller eut un fils, Jean François Muller baptisé le 2 juillet 1741. Le 17 juin 1749, il épouse en secondes nocces Marguerite Claire Joseph Vandervecken. Par ce mariage, Augustin Muller de Gleiberg se lie à une riche famille de bourgeois⁴⁸. Le contrat de mariage du 14 juin 1749 indique que « *la future mariante a déclaré consister tant en biens fonds, or, argent, droits, actions, que meubles et effets en la somme de quatre mille florins, duquel port le futur epoux a déclaré d'être content et appaisé* »⁴⁹.
- 30 Le troisième maître-écuyer de Lille a été formé dans l'académie parisienne de Dugard. Il arrive à Lille après un passage dans l'académie équestre de Metz⁵⁰. Né vers 1720, il épouse Barbe Catherine Ronsin de Guillerville à Paris le 8 février 1746⁵¹. Il meurt subitement dans la nuit du 8 au 9 décembre 1775 à cinquante-cinq ans⁵². Son inventaire après décès révèle un niveau de vie plutôt luxueux, qui se serait terni avec l'accumulation des difficultés financières de l'académie. Son habitation de la rue Royale⁵³ sert également de logement pour les pensionnaires. Elle comprend notamment trois chambres ayant chacune un cabinet.

Une école pour la noblesse

- 31 Dans le cadre du Grand Tour, les académies équestres sont des lieux d'éducation pour une jeune aristocratie aisée française et étrangère. Les maîtres-écuyers n'ont apparemment pas tenu de registres sur le fonctionnement de leur académie. Ainsi, dans l'inventaire de

Jacques Clouet de Serville, aucun des papiers inventoriés dans le secrétaire de son cabinet ne sont relatifs à son académie. Reste que des témoignages indirects, notamment des courriers, et surtout les deux listes d'académistes envoyées au Grand Écuyer de France, permettent d'avoir une idée du nombre d'élèves et de leur origine géographique. En 1684, deux ans après l'ouverture de l'académie, Jean Henry Muller de Gleiberg prétendait avoir cinquante élèves⁵⁴. En 1723, il affirme au Grand Écuyer de France que « *la jeunesse de ce pays n'est pas curieuse d'apprendre les exercices nobles et n'aime par la guerre* »⁵⁵. En effet, les nobles de Flandre, issus de familles bourgeoises « très anciennement enrichis par le commerce qui avaient acquis la noblesse à prix d'argent, soit directement, soit par l'exercice d'une charge vénale » (Georges Lefevre) étaient peu enclins au service des armes (l'Intendant Dugué de Bagnols a noté « *le peu d'attrait de la carrière des armes pour les nobles flamands* ») ou à la vie de Cour⁵⁶. Il semble qu'Augustin Muller ait essentiellement eu des élèves externes⁵⁷. Entre 1752 et 1766, Jacques Clouet de Serville eut 28 pensionnaires (dont 8 en 1766) et 62 externes. Parmi eux, ont séjourné comme pensionnaires quatre Anglais, deux Irlandais, un Hollandais et un Artésien. La majorité des académistes sont des nobles ayant déjà entamé une carrière militaire, notamment dans les régiments de cavalerie de la reine. L'académie a attiré quelques nobles de la province, dont le greffier des États de Flandre Wallonne, le trésorier de la ville de Lille et le subdélégué de l'Intendant (externes) ainsi que le fils de l'Intendant Caumartin (interne)⁵⁸. On sait grâce aux archives locales que l'académie de Lille ne comptait aucun élève en janvier 1762 et trois académistes entre mai et décembre 1764⁵⁹.

- 32 Pourtant indispensables aux enseignements équestres des académistes, les chevaux de manège sont peu présents dans les sources. Il est nécessaire de les chercher au fil des correspondances et délibérations. Sur demande du Magistrat, Augustin Muller de Gleiberg devait avoir de tout temps six chevaux de manège destinés à l'apprentissage des académistes⁶⁰. Les comptes du haras de Flandre Wallonne mentionnent que le 4 octobre 1735, le sieur Muller a acheté un étalon barbe réformé pour 48 florins⁶¹. Pour la réouverture de l'académie au début de l'année 1752, Jacques de Serville est arrivé avec dix chevaux de manège dont trois âgés de quatre ans, deux de cinq ans et deux de six ans. Au mois d'octobre 1754, il augmente sa cavalerie de deux chevaux. Son écurie en compte 15 en février 1760⁶².
- 33 L'académie est un lieu destiné à « enseigner les jeunes gentilhommes et autre a monter a cheval et l'exercice de guerre [afin de] les rendre capable au service de Sa Majesté en ses armes »⁶³ (Augustin Muller de Gleiberg). Les journées, dans l'académie tenue par Jacques Clouet de Serville à Lille entre 1751 et 1775 commençaient à huit heures par un regroupement dans les écuries. Les pensionnaires et demi-pensionnaires suivaient tous les enseignements, tandis que les externes venaient uniquement le matin pour monter à cheval et courir les têtes et les bagues. Les académistes occupaient le manège les lundi, mardi, jeudi et vendredi matin⁶⁴. Les exercices de l'après-midi (escrime, voltige, danse, exercices de guerre et mathématiques) ne sont pas du ressort du maître-écuyer mais des différents maîtres venant enseigner à l'académie. On peut regretter que le Calendrier général du gouvernement de la Flandre, du Hainaut et du Cambrésis, contrairement à l'Almanach Royal pour Paris, n'indique par le nom de ces différents maîtres. On y apprend seulement que « M. de Serville, écuyer, continue les exercices de son Académie royale : il prend des Pensionnaires, & leur fournit des Maîtres pour les Armes, la Danse, etc... »⁶⁵.

- 34 Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, en plus de leur fonction d'encadrement équestre de la noblesse, les « écuyers académistes » de Lille et Arras portent le titre d'inspecteur des étalons des États.

Le haras en Flandre Wallonne et en Artois

Pratiques d'élevage équin dans deux pays d'État

- 35 En Flandre Wallonne et en Artois, l'élevage équin est organisé par les États, ce qui marque l'autonomie de ces provinces. Les deux haras sont mis en place avec un demi-siècle d'écart. Les États d'Artois n'acquièrent leurs premiers étalons qu'en 1772⁶⁶, tandis que le projet d'un haras en Flandre Wallonne date de 1720.
- 36 En effet, à la fin de l'année 1719, Leon Chercelley de la Roberdiere, marchand de chevaux, propose aux députés des États de Flandre Wallonne d'élever dans la province des chevaux de carrosse et de monture, afin de se dispenser par la suite d'aller s'en procurer à l'étranger⁶⁷. Sans motif apparent, le projet est laissé en suspens jusqu'en 1724 date à laquelle il est repris par Jean-François Dansette, bourgmestre d'Halluin. Il garde la même orientation et propose aux députés d'aller chercher de jeunes étalons frisons ou allemands destinés à produire des chevaux de carrosse et deux étalons (un barbe et un anglais) pour tirer race de chevaux de monture⁶⁸. Au début des années 1730, les députés demandent l'acquisition d'étalons de grande taille dont la moitié doivent obligatoirement avoir une robe noire. Les députés des États doivent composer avec les résistances des populations flamandes qui réclament des chevaux de force. Jusqu'en 1751, ils paraissent s'adapter aux besoins des habitants et déclarent que « *liberté entière [est laissée] a tous les habitants de se servir des Étalons [des] États ou point. Liberté encore aux particuliers d'avoir des étalons et de les faire servir dans le Province. [...] en un mot ils en sont les maîtres absolus* »⁶⁹. Au milieu du XVIII^e siècle, afin de valoriser et d'imposer le haras, les députés publient des règlements interdisant la reproduction des étalons non-officiels, sous peine d'amende et de castration de l'étalon. Ils baissent également le coût des sauts, passant de 48 patars par saut en 1724 à 20 en 1729. En 1740, les frais d'étalonnage sont encore assouplis, le propriétaire de la jument ne paye que 20 patars au premier saut et 20 à la naissance du poulain.
- 37 Afin de faire fonctionner le haras, les députés des États emploient un personnel qualifié. En Flandre Wallonne, une hiérarchie est instaurée, de l'inspecteur des étalons aux simples garçons-conducteurs. Le responsable du haras est le gardien et inspecteur des étalons. Le premier fut Jean-François Dansette de 1724 à 1746, puis son fils jusqu'au début de l'année 1751 et la veuve de ce dernier pendant quelques mois jusqu'à l'arrivée de Jacques Clouet de Serville en décembre 1751. Le prince de Soubise, qui impose son écuyer aux États comme directeur de l'académie et des étalons, se justifie par le fait que le responsable des étalons doit nécessairement avoir plus de connaissances que personne pour l'achat des étalons et leur conservation⁷⁰. En Artois, les États ont, semble-t-il, engagé Pierre-Joseph Hool pour l'achat et la surveillance des étalons⁷¹. À Lille, les Dansette se déplaçaient pour l'achat des étalons. À partir de 1752, Jacques Clouet de Serville ne s'absente pas de son académie équestre. Il veille sur les étalons au haras et les visite dans la province durant la période d'étalonnage. Il est aussi chargé de surveiller les palefreniers et les garçons-conducteurs⁷².

- 38 Dans sa tâche, l'inspecteur des étalons est secondé par un « maréchal-expert » qui est seul autorisé à ferrer les étalons du haras. En 1788, ce maréchal porte le titre de « maréchal médecin »⁷³. Le haras emploie des palefreniers. Le premier palefrenier exerce uniquement au sein du haras : il veille à la qualité de l'alimentation et à l'entretien du matériel des étalons⁷⁴. Entre 1724 et 1756, le haras, alors basé à Halluin, n'emploie pas plus de trois palefreniers malgré l'augmentation du nombre d'étalons dans les écuries. Vers la fin du siècle, en 1788, les palefreniers sont au nombre de six. Enfin, les États de Flandre Wallonne emploient des garçons-conducteurs saisonniers pour la période d'étalonnage. Parmi les 74 conducteurs repérés entre 1724 et 1772, on dénombre 12 patronymes récurrents. La fonction passe de père en fils, ou d'oncle à neveu.

Les étalons du haras de Lille

- 39 Afin d'améliorer les chevaux dans leur province, les députés des États d'Artois et de Flandre Wallonne optent pour deux stratégies d'achats. Les premiers font le choix d'étalons normands tandis que les seconds restent tournés vers leurs anciens réseaux commerciaux de la grande plaine de l'Europe septentrionale. Le peu de sources conservées sur le haras d'Artois ne permet pas d'en savoir plus sur ces étalons.
- 40 Lors de la mise en place du haras de Flandre Wallonne, les députés des États ont envoyé à l'étranger le responsable des étalons muni d'une lettre de recommandation du duc de Boufflers, gouverneur de Flandres Hainaut. Pierre-François Dansette, accompagné de Pierre Duvivier, réputé bon connaisseur, entreprend à la fin de l'année 1731 un voyage qui le mène d'Halluin jusqu'aux haras de Christian VI, roi de Danemark et de Norvège, en passant par Hambourg où les attend un certain sieur Poussin. Ce dernier, envoyé de France, affirme connaître tous les haras de Holstein et de Danemark, leurs perfections et leurs défauts⁷⁵. Ils entrent en terre d'Empire pour rejoindre Hambourg, passent par le duché de Holstein-Gottorp puis se rendent à proximité de Copenhague. Ils reviennent en Flandre en passant par l'Oldenbourg, la Haute Frise et Utrecht et rentrent à Halluin à la fin du mois de février 1732. Ce voyage dans l'Europe du Nord-Ouest permet au responsable des étalons de repartir quelques années plus tard, tant dans les Provinces-Unies qu'en terre d'Empire, sans guide. De même, il a permis de tisser des liens avec un intermédiaire au royaume de Danemark, qui envoie à Lille en 1765 de nouveaux étalons issus des haras royaux danois⁷⁶.
- 41 Les sources archivistiques ont permis de repérer l'entrée de 98 étalons au sein du haras de Flandre Wallonne entre 1724 et 1782. Parmi eux, on dénombre 20 frisons et hollandais, 10 danois, 13 hanovriens, 8 normands, 4 anglais, un barbe, un turc et un transylvain. En 1769, arrivent au haras 15 étalons dont on ne connaît ni l'origine ni le lieu d'achat. Selon l'intermédiaire, ils ont une belle encolure de cygne, les oreilles bien placées, un bon port de tête, le dos court et de beaux jarrets puissants⁷⁷. La majorité des étalons ont une robe noire. Moins de 30 % des étalons entrés au haras sont marqués en tête et moins de 4 % ont des balzanes ou une marque blanche au niveau des membres. La taille des étalons augmente peu de 1724 à 1770 ; ils mesurent en moyenne entre 1,48 et 1,53 m. Les étalons originaires de l'Europe du Nord-Ouest sont achetés dans leur pays d'origine, chez les habitants ou dans des foires. Les étalons fins (turc, transylvain, barbe et anglais) sont achetés dans des foires à Paris ou à Bruxelles. Toutefois, certains étalons anglais débarquent à Calais. La plupart de ces chevaux sont achetés à 3 ans. Très peu entrent aux haras à 5 ou 6 ans. Ils sont desservis dans les campagnes à partir de 4 ans.

- 42 En Flandre Wallonne et en Artois, les étalons sont distribués dans les campagnes. Le choix des villages et de l'étalon attribué est proposé par l'inspecteur des étalons aux députés qui publient ensuite des affiches. Dans la châtellenie de Lille, Douai et Orchies, on constate une rotation des étalons, aucun n'est affecté plus de quatre années consécutives dans un même village. Entre 1740 et 1772, 39 villages recevant un étalon ont été repérés dont 15 sont récurrents (Halluin, Verlinghem, Annapes, Noyelle, Wavrin, Fretin, Gondecourt, Phalempin, Camphin en Carembault, Mons en Pévèle, Flines, Marchiennes, Vred, Le Warde, L'Écluse). Les États distribuent entre 10 et 15 étalons par an dans les campagnes. Les comptes rendus de visites faites par l'inspecteur montrent qu'ils servent les juments du village où ils sont stationnés ainsi que celles des alentours. Ces juments sont quasiment absentes des sources. Alors que les conducteurs ont obligation d'écrire le signalement des juments que chaque étalon saillit, on ne trouve dans les archives que le nom du propriétaire.

La vie quotidienne des étalons de Lille

- 43 La vie quotidienne des étalons du haras suit deux rythmes : celui de la saison (étalonnage ou non) et celui de la journée. Les étalons passent la plupart de leur temps aux écuries, que ce soit durant l'étalonnage ou le reste de l'année.
- 44 Stationnés à Halluin hors période d'étalonnage depuis 1724, les étalons du haras quittent les écuries de Dansette à la fin du mois de février 1756 pour un court séjour au moulin du faubourg de la Madeleine, avant de partir dans les campagnes. Au retour de la saison de monte de 1756, ils intègrent de nouvelles écuries au magasin aux blés et eaux de vie des États, près de la porte Saint André⁷⁸. Ce n'est qu'en 1780 qu'ils sont logés dans les écuries du magasin aux fourrages⁷⁹. L'écurie de 1756 est simple. Elle comprend 26 stalles. Un espace aplani a été aménagé pour servir de cour aux étalons⁸⁰. En 1780, les écuries occupent les ailes ouest et sud du magasin aux fourrages. Elles sont scindées en quatre écuries (deux dans chaque aile), séparées les unes des autres par des sas. Cadre de vie des chevaux, l'écurie est aussi le cadre d'activité et de vie du personnel. On trouve un espace couvert pour la forge et des logements pour le maréchal-expert et le premier palefrenier. Les palefreniers sont logés dans les écuries et se servent de la sellerie comme commun.
- 45 Les soins dont bénéficient les étalons sont très réglementés par les députés des États de Flandre Wallonne. Les repas se composent de trois picotins d'avoine et de son mouillés, de dix livres de foin et de vingt livres de paille. Le vert est interdit. Le premier repas d'avoine et de son est donné à 5 h 30 en été et à 6 heures en hiver, le second à 11 h 30 et le dernier à 19 heures en été et 18 h 30 en hiver. Les étalons ne semblent pas avoir un régime alimentaire spécifique en période d'étalonnage. Seul le maréchal-expert peut modifier l'alimentation⁸¹. Les étalons sont pansés et les stalles nettoyées tous les jours, entre 6 heures et 8 heures du matin en hiver, ou 5 h 30 et 7 heures en été. Ils sont ferrés au moins une fois toutes les six semaines par le maréchal-expert⁸². Chacun dispose d'une bride, d'un caveçon muni de deux cordes, d'un licol d'écurie bordé de drap rouge, d'une couverture d'été et d'une d'hiver⁸³. Ces chevaux sont entretenus physiquement par les palefreniers. Ils sont exercés dans le manège de l'esplanade et promenés soit sur l'esplanade, soit dans la campagne. Ils ne sortent pas tous les jours des écuries, uniquement les lundi, jeudi et samedi en été, lundi et jeudi en hiver. Ils sont montés par les palefreniers qui ne doivent pas porter d'éperons. Ils évoluent au pas sous les ordres de l'écuyer académiste et surveillés par le premier palefrenier, souvent piqueur, qui ne doit

« point abandonner ny perdre de vüe les étalons, lors qu'on les fera exercer »⁸⁴. Durant la période d'étalonnage, les étalons ne font que couvrir les juments. Il est interdit aux conducteurs de sortir les étalons de l'endroit où ils sont logés.

- 46 Même si les députés des États de Flandre Wallonne affirment que leurs étalons sont d'une qualité distinguée, ils sont sujets à de nombreux problèmes respiratoires et de locomotion. Les revues de Jacques Clouet de Serville montrent que les blessures et maladies surviennent le plus souvent deux à trois années après l'entrée au haras. Ces étalons sont soignés difficilement. On ne connaît pas la teneur des remèdes prescrits mais le maréchal-expert prend toutefois des précautions et isole les étalons malades, principalement les jeunes qui jettent leur gourme. Les étalons originaires de Frise ou Hollande sont sujets aux eaux. Par exemple, en août 1754, un étalon de huit ans a des eaux aux membres postérieurs puis, en novembre aux membres antérieurs. En juin 1755, l'inspecteur constate qu'il est en mauvais état, en juillet qu'il est pourri d'eaux et en très mauvais état. En novembre, l'inspecteur note que cet étalon est « *a jeter aux chiens dans un état pitoyable ne valant pas la nourriture* ». En janvier 1756, soit dix-huit mois après le début des eaux, l'étalon est déclaré guéri et en état de faire la campagne. Il est toutefois vendu au retour de l'étalonnage. Les étalons sont également sujets aux dragons et deviennent borgnes puis aveugles. Beaucoup sont également fourbus et poussifs.

Conclusion

- 47 L'académie équestre de Lille, objet de critiques dès 1764 et jugée inutile, est définitivement fermée en décembre 1775 après quatre-vingt-treize années d'existence. L'absence de sources archivistiques ne permet pas de suivre l'académie équestre d'Arras et Pierre-Joseph Hool au-delà de 1758. Il en est de même pour le haras artésien. Le haras des États de Flandre Wallonne n'est pas affecté par les événements révolutionnaires et en 1790 les députés distribuent pour la première fois trente étalons dans la province. Les cahiers de doléances de Flandre et d'Artois ne mentionnent d'ailleurs pas de requêtes liées à l'élevage équin, à la différence de ceux du Boulonnais.
- 48 Ce patrimoine archivistique témoigne de pratiques équestres encadrées dans les provinces septentrionales du royaume de France au XVIII^e siècle. Ces pratiques sont indissociables du bon vouloir et de l'autorité des différents pouvoirs en place, qu'ils soient locaux, provinciaux ou nationaux. Les haras des États ont laissé une documentation dense et aisément repérable. Les académies équestres royales à l'existence précaire, peuvent être étudiées grâce aux papiers de toutes les institutions qu'elles ont sollicitées. Le patrimoine archivistique laissé par les établissements équestres lillois, est certes français mais septentrional : conquise à la fin du XVII^e siècle par Louis XIV, la Flandre reste tournée vers l'Europe du Nord Ouest à l'instar des Muller de Gleiberg, écuyers académistes venus des terres d'Empire.

NOTES

1. - L'auteur tient à remercier Monsieur le Professeur René Grevet (Université Charles de Gaulle-Lille III).
2. - Il s'agit des pièces 172 à 203 de la cote O¹ 916 pour Lille et des pièces 380 à 384 sous la cote O¹ 915 pour Arras.
3. - Arch. Dép. Nord (ADN), C Intendance 1094 ; ADN, C Intendance 1100.
4. - ADN, C Flandre Wallonne, registre 1451 ; ADN, C Flandre Wallonne, registre 1457 ; ADN, C 339.
5. - Arch. mun. Lille (AML), Affaires générales, carton 104, dossiers 1 à 7 ; AML, Pièces aux titres 15905 ; AML Registres aux résolutions et délibérations du Magistrat 289, 290, 294, 296, 299, 310 et 317.
6. - Arch. mun. Arras (AMA), Registre mémorial de la ville et cité d'Arras BB 23.
7. - ADN, C Flandre Wallonne, registres 1399, 1400, 1401, 1402, 1416, 1448, 1449, 1450 et 1752.
8. - ADN, C Intendance 1089 à 1093 et 1096 à 1099.
9. - Archives Départementales du Pas-de-Calais (ADPdc), 2C 201 et 2C 206.
10. - Par exemple, AML, Registre 289, folio 70 verso à 72 recto.
11. - Arch. nat. Paris (AN), O¹ 916, pièce 201.
12. - AN, O¹ 916, pièce 202.
13. - ADN, 2E3/3128 acte 60 et 2E3/2860 acte 55.
14. - ADN, 2E3/2148 acte 152.
15. - ADN, C Intendance 1094.
16. - AN, O¹ 915, pièce 380.
17. - ADN, C Flandre Wallonne, registre 1457, fol. 199 v^o.
18. - LEGAY, Marie-Laure. *Les États Provinciaux dans la construction de l'État moderne XVII^e-XVIII^e siècle*. Genève : Droz, 2001, p. 142.
19. - ADN, C Intendance 1094.
20. - AML, Affaires générales, Carton 104, Dossier 4.
21. - AN, O¹ 916, pièce 186.
22. - AMA, BB 23, folio 132 recto.
23. - Actuelle rue des Capucins, à l'intersection entre les boulevards Vauban et Carnot.
24. - Cet espace se situe entre l'actuelle rue de Thionville et les boulevards périphériques Robert Schuman et Pierre de Coubertin.
25. - AML, Affaires générales, Carton 104, Dossier 2.
26. - Actuelle rue du Magasin.
27. - AML, Affaires générales, Carton 104, Dossier 4.
28. - AML, Affaires générales, Carton 104, Dossier 4.
29. - AML, Affaires générales, Carton 104, Dossier 4.
30. - AML, Affaires générales, Carton 104, Dossier 4.
31. - AMA, BB 23, folio 101 verso.
32. - ADN, C Intendance 1094.
33. - AML, registre aux résolutions et délibérations du Magistrat 294, folio 33.
34. - AML, Affaires générales, carton 104, dossier 3.

35. - ADN, C 339.
36. - AML, Affaires générales, carton 104, dossier 2.
37. - ADN, C Intendance 1094.
38. - AML, Affaires générales, carton 104, dossier 3.
39. - ADN, C Intendance 1094.
40. - AN, O¹ 915, pièce 384.
41. - DENIS DU PEAGE, Paul. « Les écuyers académistes de Lille ». *Bulletin de la Commission historique du département du Nord*, 1930, 33, p. 353.
42. - DENIS DU PEAGE, Paul. « Notes de généalogie lilloise ». *Recueil de la Société d'études de la province de Cambrai*, 1924, 13, p. 1100 ; DOUCET, Corinne. *Les académies d'art équestre dans la France d'Ancien Régime*. Paris : Edilivre, 2007, p. 178.
43. - AML, Registre aux résolutions et délibérations du Magistrat 296, fol. 156 v^o.
44. - DENIS DU PEAGE, Paul. « Les écuyers académistes de Lille ». *Bulletin de la Commission historique du département du Nord*, 1930, 33, p. 353. La rue des Célestines existe toujours sous ce nom.
45. - AML, Registre aux résolutions et délibérations du Magistrat 294, fol. 33.
46. - AML, Registre de résolutions et délibérations du Magistrat 299, fol. 218 et AN, O¹ 916, pièce 178.
47. - DOUCET, Corinne. *Les académies d'art équestre dans la France d'Ancien Régime*. Paris : Edilivre, 2007, p. 198.
48. - DENIS DU PEAGE, Paul. *Bulletin de la société d'études de la province de Cambrai*. Cambrai : 1963, p. 72.
49. - ADN, 2E3/3128, acte 60.
50. - AN, MC, étude XLVIII, 98.
51. - ADN, 2E3/2148, acte 152.
52. - ADN, C Intendance 1094.
53. - Cette rue porte toujours ce nom actuellement.
54. - DENIS DU PEAGE, Paul. « Les écuyers académistes de Lille ». *Bulletin de la Commission historique du département du Nord*, 1930, 33, p. 353.
55. - AN, O¹ 916, pièce 176.
56. - COUVREUR, Hubert et MONTAGNE, Michel. *La noblesse de la châtellenie de Lille à la fin de l'Ancien Régime*. Histoire. Lille : Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Lille, 1970, p. 114 et 269.
57. - AML, Affaires générales, carton 104, dossier 3.
58. - AN, O¹ 916, pièce 201 et 202.
59. - ADN, C Intendance 1094 ; AML, Affaires générales, carton 104, dossier 4.
60. - AML, carton 104, dossier 3.
61. - ADN, C Intendance 1091.
62. - ADN, C Intendance 1094.
63. - AML, Registre aux résolutions et délibérations du Magistrat 296, folio 156 verso.
64. - AML, Affaires générales, carton 104, dossier 4.
65. - ADN, Musée 445, [1775].
66. - ADPdC, 2C 206, folio 112 verso.
67. - ADN, C Intendance 1090.
68. - ADN, C Intendance 1099.
69. - ADN, C Intendance 1093.
70. - ADN, C Intendance 1094.
71. - ADPdC, 2C 206, fol. 113 r^o.

- 72. - ADN, C Intendance 1091.
  - 73. - ADN, C Intendance 1091.
  - 74. - ADN, C Intendance 1096.
  - 75. - ADN, C Intendance 1098.
  - 76. - ADN, C Intendance 1098.
  - 77. - ADN, C Intendance 1098.
  - 78. - ADN, C Flandre Wallonne, Registre 1449, fol. 179.
  - 79. - ADN, C Flandre Wallonne, Registre 1402, fol. 32.
  - 80. - ADN, C Flandre Wallonne, Registre 1399, fol. 169 v^o.
  - 81. - ADN, C Intendance 1096.
  - 82. - ADN, C Intendance 1091.
  - 83. - ADN, C Intendance 1091.
  - 84. - ADN, C Flandre Wallonne, registre 1399, fol. 190 r^o.
-

RÉSUMÉS

Dans deux « pays d'États » septentrionaux récemment rattachés à la couronne de France, se développent des pratiques équestres encadrées par les autorités royales, provinciales et/ou municipales. Les haras, mis en place et contrôlés par l'Assemblée des États, sont établis en 1724 pour la Flandre Wallonne et vers 1770 pour l'Artois. L'académie « à monter à cheval à la noblesse » est établie à Lille à la fin du XVII^e siècle et perdure jusqu'en 1775. Celle d'Arras n'a connu que quelques années d'activité entre 1753 et 1758. Ces quatre établissements équestres, liés aux différents pouvoirs en place, ont généré un patrimoine archivistique riche, varié et souvent dispersé.

In two northerners "countries of States" recently annexed to the french kingdom, develop equestrian practices supervised by the royal, provincial and/or municipal authorities. Set up and controlled by the Assembly of States, stud farms are established in 1724 for Walloon Flanders and about 1770 for Artois. The academy "to ride to the nobility" is established in Lille at the end of the XVIIth century and continues until 1775. That of Arras knew only a few years of activity between 1753 and 1758. These four equestrian establishments, connected with the various power, generated a rich, varied and often scattered archival heritage.

INDEX

Mots-clés : académie équestre, manège, haras, Artois, Flandre, Lille, Arras, dix-huitième siècle

Keywords : equestrian academy, riding school, stud farm, eighteenth century

AUTEUR

AMANDINE JELEN

Master 2 Recherche en Histoire Moderne (Université Charles de Gaulle-Lille III, septembre 2011)

amandine.jelen@yahoo.fr